



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 282
(Privé)

Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec

Présentation

Présenté par
M. Jean Leclerc
Député de Taschereau

Éditeur officiel du Québec
1989

Projet de loi 282

(Privé)

Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec

ATTENDU que, par un acte de cession reçu devant notaire le 18 octobre 1988 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis sous le numéro 325275, l'Institution Monseigneur Guay a remis à monsieur le cardinal Louis-Albert Vachon, archevêque de Québec (par la suite appelé « Monseigneur Vachon »), ses biens immeubles, à savoir les immeubles décrits aux annexes A et B;

Que l'Institution Monseigneur Guay a aussi remis ses biens meubles à Monseigneur Vachon;

Que ces biens ont été remis dans un contexte décrit plus amplement dans la Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi (1989, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1989*) et notamment en exécution de la clause reproduite à l'annexe C contenue à l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis sous le numéro 39839;

Que, malgré les efforts qu'il a déployés, Monseigneur Vachon n'a pu trouver une autre communauté religieuse pour continuer de maintenir une institution charitable sur les immeubles décrits aux annexes A et B;

Qu'en pratique, les pouvoirs confiés à Monseigneur Vachon en vertu de la clause reproduite à l'annexe C ont été exercés par l'Archevêque catholique romain de Québec, une corporation régie par la Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17),

qu'il est opportun que cette situation soit officialisée et qu'ainsi, ce soit l'Archevêque catholique romain de Québec qui exerce les pouvoirs accordés à Monseigneur L.N. Bégin, archevêque de Québec, ou à ses successeurs en vertu de la clause reproduite à l'annexe C ;

Que les immeubles décrits aux annexes A et B sont situés dans le territoire de la ville de Lauzon, que cette ville a adopté un règlement sous l'autorité de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), que ces immeubles sont assujettis à la fiducie constituée par l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis sous le numéro 39839 et le demeureront après le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), qu'ainsi le transfert de ces immeubles par Monseigneur Vachon à l'Archevêque catholique romain de Québec présente une certaine analogie avec la situation prévue au paragraphe c de l'article 20 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières et qu'en conséquence, il est opportun qu'il n'y ait pas de droit de mutation exigible à l'occasion de la cession par Monseigneur Vachon à l'Archevêque catholique romain de Québec des immeubles décrits aux annexes A et B ;

Que, parmi les biens remis par l'Institution Monseigneur Guay à Monseigneur Vachon, se trouvent divers objets destinés à des fins liturgiques et qu'il est opportun que l'Archevêque catholique romain de Québec puisse les conserver en pleine propriété ;

Qu'il n'est pas certain que la façon de disposer des biens de l'Institution Monseigneur Guay, prévue par la clause reproduite à l'annexe C, soit la plus appropriée aux circonstances actuelles ;

Qu'il est juste et raisonnable que, sur le prix de vente des biens de l'Institution Monseigneur Guay, l'Archevêque catholique romain de Québec puisse rembourser l'Institution Monseigneur Guay ou La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi des frais d'administration et de conservation de ses biens pour la période du 9 mars 1987 au 18 octobre 1988 et qu'il puisse se rembourser lui-même des frais d'administration, de conservation et de disposition de ces biens pour la période postérieure au 18 octobre 1988, des honoraires et frais de ses procureurs qu'il a assumés pour son propre compte ou pour celui de Monseigneur Vachon, ainsi que des frais d'adoption de la présente loi, d'obtention d'une copie conforme de celle-ci et d'enregistrement de ce document ;

Que la clause reproduite à l'annexe C confie l'administration du produit de la vente au Séminaire de Québec mais ne prévoit pas que celui-ci puisse être rémunéré ;

Que le Séminaire de Québec a renoncé à la charge qui lui était attribuée par cette clause, que l'Archevêque catholique romain de Québec est prêt à l'assumer mais qu'il considère opportun que soient précisés ses pouvoirs en ce qui a trait à l'administration et la disposition du produit de la vente ainsi que des revenus de celui-ci;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Est annulée la clause de l'acte de cession enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis sous le numéro 39839 reproduite à l'annexe C.

2. Les immeubles décrits aux annexes A et B, remis à monsieur le cardinal Louis-Albert Vachon, archevêque de Québec (par la suite appelé « Monseigneur Vachon »), par un acte de cession reçu devant notaire le 18 octobre 1988 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis sous le numéro 325275, sont cédés de plein droit à l'Archevêque catholique romain de Québec.

Il en est de même des biens meubles remis par l'Institution Monseigneur Guay à Monseigneur Vachon.

Le transfert d'immeubles effectué en vertu du présent article est exonéré du paiement du droit de mutation exigible en vertu du règlement de la ville de Lauzon adopté sous l'autorité de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39).

Monseigneur Vachon est dispensé de toute obligation de rendre compte à l'Archevêque catholique romain de Québec relativement aux biens meubles ou immeubles cédés en vertu du présent article.

3. L'Archevêque catholique romain de Québec peut retenir en pleine propriété, sur les biens qui lui ont été cédés en vertu de l'article 2, tout ou partie des biens destinés à des fins liturgiques.

Dans les meilleurs délais, il doit vendre le résidu des biens qui lui ont été cédés en vertu de l'article 2, séparément ou en bloc, directement ou par mandataires rémunérés, pour les prix ainsi que selon les modalités qu'il considérera à propos.

4. Sur le prix de vente des biens visés au deuxième alinéa de l'article 3, l'Archevêque catholique romain de Québec est autorisé :

1° à rembourser à La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi les sommes consacrées par cette

congrégation ou par l'Institution Monseigneur Guay à l'administration et à la conservation des biens de l'Institution Monseigneur Guay pour la période du 9 mars 1987 au 18 octobre 1988;

2° à se rembourser des frais de prise de possession des biens remis par l'Institution Monseigneur Guay, dont notamment les honoraires et débours du notaire qui a reçu l'acte enregistré sous le numéro 325275;

3° à se rembourser des frais d'administration et de conservation des biens remis par l'Institution Monseigneur Guay ainsi que des frais d'alinéation de ceux de ces biens qu'il doit aliéner;

4° à se rembourser des frais d'adoption de la présente loi, d'obtention d'une copie conforme de celle-ci et d'enregistrement de ce document.

5. L'Archevêque catholique romain de Québec peut rembourser à La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi tout ou partie des frais visés au paragraphe 1° de l'article 4 avant d'avoir disposé des biens qu'il doit aliéner en vertu du deuxième alinéa de l'article 3.

Dans ce cas, il est autorisé à se rembourser des sommes ainsi versées sur le prix de vente de ces biens.

6. Une fois effectués les remboursements prévus aux articles 4 et 5, l'Archevêque catholique romain de Québec investit le résidu du prix de vente des biens visés au deuxième alinéa de l'article 3 et utilise tout ou partie des revenus au bénéfice des personnes démunies de la société.

7. L'Archevêque catholique romain de Québec peut confier l'administration de tout ou partie du capital de la fiducie visée par la présente loi à une ou plusieurs sociétés de fiducie auxquelles s'applique la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (1987, chapitre 95) et convenir avec elles d'une rémunération raisonnable.

Il peut confier la distribution des revenus produits par ce capital à des fabriques, à des corporations religieuses constituées ou non en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71) ou à des organismes sans but lucratif dotés ou non de la personnalité morale.

Il peut demander la formation d'une corporation à laquelle s'applique la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) pour distribuer ces revenus.

Il a droit à une rémunération raisonnable pour son administration.

8. Si les revenus produits par le capital de la fiducie visée par la présente loi sont inférieurs aux frais d'administration ou à 20 000 \$ et qu'il n'y a pas d'espoir raisonnable que cette situation puisse s'améliorer dans un proche avenir, l'Archevêque catholique romain de Québec est autorisé à empiéter sur ce capital et à distribuer tout ou partie de celui-ci conformément à l'article 7 jusqu'à épuisement.

Le montant de 20 000 \$ est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), indexé annuellement du taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi.

9. L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt.

À cette occasion, le registraire radie l'enregistrement de la clause de l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis sous le numéro 39839 reproduite à l'annexe C relativement aux immeubles décrits aux annexes A et B.

10. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

Toutefois, l'article 2 a effet depuis le 18 octobre 1988.

ANNEXE A

(Articles 2 et 9)

Description d'un immeuble visé dans l'acte de cession entre l'Institution Monseigneur Guay, cédante, et monsieur le cardinal Louis-Albert Vachon, archevêque de Québec, cessionnaire, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis sous le numéro 325275

Le lot 1 de la resubdivision du lot 3 de la subdivision du lot originaire 16 (16-3-1) du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph, division d'enregistrement de Lévis.

ANNEXE B

(Articles 2 et 9)

*Description d'un immeuble visé dans l'acte de cession entre
l'Institution Monseigneur Guay, cédante, et monsieur le cardinal
Louis-Albert Vachon, archevêque de Québec, cessionnaire,
enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Lévis sous
le numéro 325275*

Le lot 1 de la resubdivision du lot 3 de la subdivision du lot
originaire 15 (15-3-1) du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph,
division d'enregistrement de Lévis.

ANNEXE C

(Articles 1 et 9)

*Clause contenue à l'acte de cession enregistré au bureau de la
division d'enregistrement de Lévis sous le numéro 39839*

« 8° (...). Mais si Mgr Charles Guay était alors décédé, tous les
biens seraient remis entre les mains de Mgr L.N. Bégin, archevêque
de Québec, ou à Ses Successeurs qui les confieraient à d'autres
religieuses chargées de continuer l'oeuvre. Si pour la seconde fois ledit
hôpital ne réussissait pas, tous les biens meubles et immeubles qui en
feraient alors partie seraient vendus par deux personnes nommées par
le susdit archevêque de Québec ou ses successeurs, et le prix de cette
vente serait capitalisé et déposé au Séminaire de Québec et l'intérêt
annuel de ce capital serait employé au soutien des pauvres de la
paroisse de St-Joseph de Lévis. »